

“Il est temps de nous réveiller” (Rm 13,11)

Message de la Conférence Episcopale Nationale du Congo aux fidèles catholiques et aux hommes de bonne volonté à l'occasion du 48ème anniversaire de l'indépendance

Kinshasa, 10 juillet 2008

Préambule

1. Nous, Archevêques et Evêques, membres de la Conférence Episcopale Nationale du Congo (CENCO), réunis du 07 au 11 juillet 2008 en Assemblée plénière, saisissons l'occasion de la célébration du 48e anniversaire de l'indépendance de notre pays, pour adresser à notre peuple et à nos dirigeants un message d'espérance et d'interpellation qui lance en même temps un vibrant appel à la vigilance si nous voulons atteindre réellement le niveau d'indépendance tant rêvé par les héros nationaux.

Notre indépendance

2. Comme nous le recommande notre hymne national, le bel idéal confié à notre peuple et à nos dirigeants lors de l'accession de notre pays à l'indépendance était celui d'appeler tous les Congolais à « se mettre debout, à s'unir dans l'effort pour l'indépendance, à redresser les fronts longtemps courbés, à prendre le plus bel élan pour bâtir dans le labeur un pays plus beau qu'avant ».

Un tel idéal ne se construit pas les bras croisés dans l'idée que d'autres viendront construire le pays à notre place. Il exige un engagement total de la population et des ses gouvernants.

Le travail des analystes et les observations des personnes avisées nous mènent à la conclusion que nous sommes encore loin de réaliser ce beau rêve de bâtir un Congo toujours plus beau qu'avant. Effectivement ce qui se laisse voir à nos yeux, c'est hélas ! le spectacle dramatique d'un Congo toujours exsangue et extraverti ; c'est le spectacle d'un Congo où la population de plus en plus meurtrie, appauvrie, plongée dans une misère sans nom, continue à broyer du noir et se demande désespérément : « jusques à quand cette souffrance » ! Ce qui se laisse voir à nos yeux, c'est le spectacle des hommes et des femmes fatigués : fatigués de la crise multiforme, crise politique, crise spirituelle, crise morale, crise des valeurs ! Que des gens fatigués de la misère et de la violence!

3. A deux ans du grand jubilé d'or (50 ans) de l'indépendance de notre pays, il est urgent de changer de mentalité et de perspectives et d'envisager des réformes profondes, notamment structurelles, bref de s'engager résolument pour affronter le défi de la misère sociale. Celle-ci a pour noms l'insécurité, la violence, la faim et la malnutrition.

L'impératif doit maintenant être clair et absolument décisif : nous mettre debout en vue de construire notre destinée¹. Comme Saint Paul qui exhortait les fidèles de Rome à la vigilance, nous vous interpellons : « Il est temps de nous réveiller » (Rm.13,11b), pour ne pas brader notre souveraineté nationale et trahir notre nation. Nous redisons avec force : « Le Congo n'est pas à vendre ». « L'avenir du Congo appartient aux Congolais² ».

Nous estimons que c'est là notre devoir de pasteurs : accomplir notre mission prophétique avec le courage de la vérité, un grand sens de responsabilité devant Dieu et devant l'histoire, l'audace des sentiers nouveaux, dans le souci d'instruire, d'accompagner le peuple et d'édifier la nation autant que le Corps du Christ. Ce faisant, l'Eglise ne cherche pas à se substituer à l'Etat ou aux gouvernants. Elle souhaite simplement mettre chacun devant ses responsabilités en replaçant l'homme au cœur des choix politiques et socio-économiques, tout en exigeant considération et justice pour tous, à commencer par les plus démunis.

Des raisons d'espérer

4. Il est vrai qu'un long chemin a été parcouru depuis une dizaine d'années pour remonter la pente dans la reconstruction du pays. Nous reconnaissons, comme nous l'avons signalé dans un précédent message³, que

notre pays dispose de beaucoup d'atouts qui peuvent nous permettre de reprendre très vite une place de choix dans le concert des nations tant au niveau continental que mondial. C'est le cas notamment du fonctionnement des institutions issues des élections démocratiques, de la présence des ressources humaines de grande qualité, des ressources naturelles d'une valeur insoupçonnée. Nous notons comme signe d'espoir, l'afflux des aides en faveur de notre pays. Les travaux d'intérêt public en projet sont une prise de conscience de la nécessité d'équiper le pays en infrastructures nécessaires à son développement. Il est donc hautement souhaitable que toutes les régions du pays bénéficient équitablement des bienfaits des aides destinées à la reconstruction du pays. Cela ressort aussi du discours du Président de la République qui affirme que son ambition est « de développer les infrastructures de base sur l'ensemble du territoire national, permettant une meilleure circulation des biens et des personnes »⁴.

Toutefois, il y a encore beaucoup de situations préoccupantes qui risquent de mettre en danger l'avenir de notre pays si nous n'y prenons garde notamment la corruption, la misère sociale, l'insécurité, l'exploitation irrégulière et illégale des ressources minières et forestières.

Situations préoccupantes

La corruption

5. Dans notre pays, autant chez les Congolais que chez les partenaires de la communauté internationale, la corruption a atteint des proportions aussi inquiétantes qu'insupportables. Cela interpelle notre cœur de pasteurs. Aujourd'hui tous les services se monnayent et s'achètent en bonne conscience. Même ceux qui se disent chrétiens ne se gênent plus à monnayer des décisions politiques, économiques, judiciaires, voire académiques. Comme au temps de la vigne de Nabot, l'argent achète tout et le pauvre se fait déposséder de ses biens (cfr 1R. 21,1-16). La corruption est devenue le cadre général de vie et d'action socio politique en RD Congo. Il y a péril en la demeure. Pour bâtir un grand Congo ne serait-il pas urgent de décréter une année de lutte contre la corruption ?

La misère sociale

6. De partout dans le pays on fait état d'une misère noire qui frappe la population. Avec la flambée des prix de denrées alimentaires, la famine mondiale est à nos portes. Une couche de la population jeune est désabusée et se livre à la drogue ou à des abus sexuels. A travers toutes les provinces du pays, des contrées entières semblent purement et simplement abandonnées par l'Etat dans un enclavement qui hypothèque tout développement pour les populations.

Ne nous voilons pas la face, en RD Congo des personnes meurent de faim. A travers tout le pays des familles entières sont frappées par la crise alimentaire et sont laissées sans assistance conséquente de l'Etat.

Jusques à quand les habitants d'un pays qui en réalité dispose de tant de potentialités agricoles, forestières, lacustres, fluviales, doivent-ils continuer à se nourrir grâce à des programmes d'aide humanitaire? C'est scandaleux et inacceptable!

Il y a aujourd'hui un mur qui sépare toujours davantage les riches des pauvres. La tension salariale entre les hommes politiques et les agents de l'Etat appelle des réformes urgentes. Bien des salaires ne sont toujours pas payés, les enseignants et bon nombre d'agents de l'Etat sont clochardisés. Ce qui fait craindre une nouvelle vague de grèves à la prochaine rentrée scolaire si rien n'est fait pour les enseignants. Il est surprenant que même des sociétés minières n'arrivent plus à payer leurs agents. De leur côté, les militaires ont eux aussi droit à une solde digne car ils mettent en péril leur vie au service de la Nation. La misère sociale nous interpelle. Nous ne pouvons accepter une démocratie à deux vitesses, où il y a d'un côté ceux qui vivent dans l'opulence et de l'autre ceux qui doivent se contenter des miettes⁵.

7. Des constructions de luxe et des lotissements pour les grands ne doivent pas faire oublier la nécessité des logements sociaux, des écoles, des centres de santé. Le manque d'une vraie politique d'habitat entraîne comme conséquence la dégradation de l'environnement accentuée par des constructions anarchiques et des érosions,

l'occupation intensive de l'espace avec des risques de plus en plus grands d'insalubrité, de surdensité et de promiscuité qui à son tour est une porte ouverte à la relativisation des valeurs et des moeurs ainsi qu'à des violences de toutes sortes. La misère sociale devient un véritable problème de sécurité humaine. Nous tirons donc la sonnette d'alarme par rapport à la situation des démunis. On ne bâtit pas une nation sans une réelle politique de la prise en compte des besoins de la population ni de la valeur effective pour sa vie.

La Faiblesse de l'autorité de l'Etat et l'insécurité.

8. Nous continuons à espérer l'émergence d'un « leadership plus visionnaire et dynamique, à tous les niveaux et dans tous les secteurs⁶ ». A l'heure actuelle la faiblesse de l'autorité de l'Etat se manifeste par une insécurité croissante et une instabilité politique persistante.

Nous saluons à ce sujet le Saint-Père, le Pape Benoît XVI qui, dans son entretien avec le Président de la République, Chef de l'Etat, Son Excellence Monsieur Joseph KABILA, a rappelé à juste titre cette question récurrente de l'insécurité particulièrement dans les deux provinces du Nord et du Sud Kivu⁷

Dans notre message de février dernier, nous avons salué en ce domaine la grande avancée obtenue à la conférence de Goma avec « l'Acte d'engagement » signé par les groupes armés et le gouvernement ainsi que la mise sur pied du programme « AMANI» pour le suivi et l'aboutissement heureux des résolutions de cette Conférence⁸. Aujourd'hui tout en soutenant ce programme, nous attirons l'attention sur le fait que cet acte d'engagement est souvent violé. Les signataires semblent avoir oublié leur serment. Les affrontements réguliers sont signalés ici et là dans la région entre les différents groupes. Des bandes armées continuent à mener une vie autonome et nocive, et recrutent même à nouveau des enfants, en marge de l'autorité de l'Etat, de la Conférence de Goma et du programme AMANI.

Plus encore la présence des groupes armés étrangers et l'exploitation de minerais dans les carrières ont fait augmenter le taux des violences sexuelles. La plupart des victimes souffrent des traumatismes et surtout des infections sexuellement transmissibles.

Le délabrement avancé du réseau routier et l'absence des moyens de transport contribuent à la stagnation de la situation.

L'insécurité semble aujourd'hui généralisée dans le pays. Des assassinats ciblés des personnes sur les routes et dans les maisons se multiplient. Des Eleveurs Mbororo immigrés dans le Nord de la Province Orientale, sacrifient les champs de la population, tuent tout autre herbivore, en faveur de leurs vaches. Des éléments de la rébellion Ougandaise LRA pillent dans les paroisses et maisons religieuses enrôlent des jeunes dans leur rébellion, et réquisitionnent des adultes pour des travaux forcés dans leurs champs. Des FDLR et autres réfugiés rwandais contrôlent encore des portions du territoire. Des Congolais sont refoulés de l'Angola dans des conditions inadmissibles. Des frontières sont de plus en plus sans contrôle. Autant de situations qui devraient interpeller le Gouvernement.

Les ressources naturelles

9. Nous sommes convaincus de l'impérieuse urgence de prendre à bras le Corps le problème de l'exploitation irrégulière, illégale, massive et abusive, des ressources minières et forestières de notre pays. Les contrats léonins et les trafics d'influence mettent à nu la cupidité de nos congénères autant que des étrangers. Comme nous l'avons relevé dans plusieurs de nos messages⁹, nous continuons à croire qu'au lieu de contribuer au développement de notre pays et profiter à notre peuple, les minerais, le pétrole et la forêt sont devenus des causes de notre malheur. Nous faisons nôtre ce diagnostic lucide de l'Assemblée Episcopale Provinciale de Lubumbashi : « Il est clair que les minerais ne profitent ni à notre population ni à notre peuple. Alors que les bénéfices des investisseurs croissent sensiblement, les travailleurs, eux, s'appauvrissent davantage. Notre économie locale n'en tire apparemment pas le profit. Le peuple se demande à qui profite finalement l'exploitation minière au Katanga »¹⁰.

Plusieurs études menées par des experts fiables attestent que beaucoup de contrats consacrent le pillage et l'aliénation de la plupart des droits miniers sans aucune compensation réelle, à la hauteur des actifs cédés.

Toutefois, nous reconnaissons que des efforts réels sont fournis par le gouvernement en ce domaine. Nous nous réjouissons notamment de la publication du rapport de la commission de revisitation des contrats miniers et des lettres que le Ministre des mines a adressé à 62 entreprises minières concernées par la revisitation des contrats. Cependant, la vigilance s'impose.

C'est pourquoi nous continuons à demander au Gouvernement, au panel des ministres créé en mars 2008 :

- 1° de rendre public les termes de référence de renégociation ;
- 2° de recruter des experts Congolais et internationaux ;
- 3° de donner des mesures et des conditions de renégociation ;
- 4° d'associer la société civile à la renégociation.

C'est dans ces conditions, pensons-nous, que le bien être économique et social de la population pourrait être garanti. La CENCO est prête par sa Commission ad hoc à prendre part à cette table de renégociation.

L'examen de ces situations préoccupantes nous impose à agir de manière urgente. Nous devons élaborer des propositions concrètes susceptibles de relever ces grands défis. L'heure n'est plus aux beaux discours. Il est temps de passer à l'action à travers des engagements urgents à réaliser.

Engagements fermes

En matière sociale

10. A la suite du Pape Benoît XVI dans son message au sommet de la FAO à Rome, nous affirmons que « La faim et la malnutrition ne sont pas des fatalités»¹¹. Ce qui manque ce sont des décisions courageuses et des réformes profondes.

Le droit à l'alimentation répond principalement à une motivation éthique. « Ce droit fondamental, rappelle le Pape, est intrinsèquement lié à la sauvegarde et à la défense de la vie humaine, roc solide et inviolable sur lequel est fondé l'édifice de droits humains »¹². Toute personne a droit à la vie.

Ainsi, il est légitimement attendu du Gouvernement de :

- promouvoir la mise en œuvre effective d'un tel droit. L'Etat doit aider les populations qui souffrent de manque de nourriture à devenir graduellement capables de satisfaire leurs exigences d'une alimentation suffisante et saine ;
- veiller qu'une tension salariale équitable fasse partie du mécanisme légal et des pratiques de la solidarité nationale ;
- s'engager à verser régulièrement le salaire du personnel de la Fonction publique ;
- reprendre de toute urgence un programme de production agro-pastorale de base avec relance des industries de production et de transformation. Il est urgent de remettre la population au travail agricole.

11. En matière sécuritaire

Nous demandons :

- la restauration et la consolidation de l'autorité de l'Etat sur l'ensemble du territoire national ;
- la constitution urgente d'une vraie armée républicaine. Que le gouvernement publie un chronogramme à ce

sujet avec une volonté ferme de le respecter;

- la pression de la communauté internationale sur les chefs de guerre qui maintiennent en otages leurs hommes de troupes et les populations civiles;

- l'engagement réel de tous les partenaires dans la résolution, selon le droit international, du problème des réfugiés rwandais.

12. En matière d'éducation civique

Nous recommandons :

- la reprise du programme d'éducation civique axée sur la participation des citoyens à la gouvernance locale et le lancement de toute urgence d'un programme national de lutte contre la corruption ;

- la poursuite de l'éducation aux valeurs en famille, à l'école, dans les médias et dans un environnement moralement sain.

13. En matière d'exploitation de ressources naturelles

- Nous attendons de l'Etat l'engagement ferme de poursuivre dans la transparence la renégociation des contrats miniers dans l'intérêt du peuple congolais.

- Nous avons suivi de près le dossier de la signature du protocole d'accord et celle de la convention de collaboration entre la RD Congo et le Groupement des entreprises chinoises (22 avril 2008). Vu l'importance de cet investissement, nous demandons aux autorités de notre pays, de veiller à ce que cette convention puisse améliorer effectivement les infrastructures et générer des nombreux emplois, favoriser le transfert des technologies, assurer la formation, impliquer les populations locales afin que leur bien être social et économique (article 127 du règlement minier) soit garanti.

- Nous nous engageons pour notre part à œuvrer pour la sensibilisation de la population en ce qui concerne son implication et sa responsabilité dans la gestion des ressources naturelles. De plus notre commission ad hoc travaille à la publication d'un Vade mecum du citoyen congolais pour la gestion des ressources naturelles. Ce document aura pour objectif de rappeler les comportements à observer en face des exploitants et des structures étatiques qui gèrent le dossier des exploitations et favoriser la concertation entre les populations locales, les autorités publiques et les exploitants miniers, pétroliers et forestiers. Il visera également à tracer la voie pour une prise en charge de cette problématique par l'ensemble du peuple congolais.

**Conclusion : Au peuple congolais*

14. Réveillons-nous! L'heure de nous mettre au travail a sonné. Il n'est plus question des ajournements. Nous avons souvent subi notre destin, il est temps de choisir de bâtir notre destinée. La tâche est certes immense, les défis à relever innombrables, les obstacles majeurs, mais ne succombons pas à la tentation du défaitisme.

Gardons l'espérance qui seule peut nous mobiliser en vue d'affronter notre pénible présent et envisager l'avenir avec optimisme et réalisme, lucidité et responsabilité. Celui qui espère affirme le Pape Benoît XVI, vit différemment ; une vie nouvelle lui a déjà été donnée ¹³.

15. C'est cette espérance qui nous convainc que « notre histoire présente ne reste pas fermée sur elle-même, mais elle est ouverte au Règne de Dieu. C'est pourquoi ni le désespoir ni le fatalisme ne peuvent être justifiés quant à l'avenir... »¹⁴.

Notre préoccupation majeure est d'inviter les gouvernants et le peuple congolais dans son ensemble à réfléchir sans complaisance sur la qualité du patrimoine que nous léguons à la postérité. La République est un patrimoine qu'on ne peut se permettre de léguer de manière quelconque à nos enfants. A l'horizon du jubilé d'or de l'indépendance, il est temps de nous réveiller pour apporter aux générations à venir non plus un Congo de pleurs et de larmes, de divisions et de guerres mais un Congo de paix et de justice, de réconciliation et de fraternité. Tout le monde doit prendre sa part de responsabilité pour bâtir ensemble

ce grand et beau Congo.

Qu'en cette année dédiée au Bienheureux Isidore Bakanja, témoin courageux du Christ en tout lieu et en toute circonstance, confiants en l'amour maternel de la Vierge Marie, Reine de la Paix, Notre-Dame du Congo et Notre-Dame de l'Espérance, de nombreux fils et filles de notre peuple se mobilisent pour gagner le pari de la construction de notre pays.

Que Dieu bénisse et protège la RD Congo.

Fait à Kinshasa, le 10 juillet 2008

***Notes**

¹ Cf. « Levons nous et bâtissons » (Ne 2, 18). « Pour un Congo nouveau ». Déclaration du Comité permanent des Evêques de la République Démocratique du Congo aux fidèles catholiques et aux hommes de bonne volonté. Ed. du Secrétariat Général de la CENCO, 2006, n° 4.

² Cf. « Voici le temps favorable, voici maintenant le jour du salut » (2 Co 6,2). « Le Congo nous appartient », CENCO 2005 ; « Pourquoi avoir peur ? » (Mc 4,40). « L'avenir du Congo dépend de son peuple », Message des Evêques aux fidèles catholiques et aux hommes de bonne volonté à l'occasion du 45e anniversaire de l'Indépendance de la République Démocratique du Congo, Ed. du Secrétariat Général de la CENCO, 2005.

³ Cf. « Changeons nos cœurs », « Appel à un engagement réel pour la reconstruction de notre pays ». Message du Comité permanent des Evêques de la République Démocratique du Congo aux fidèles catholiques et aux hommes de bonne volonté.

⁴ Discours du Chef de l'Etat à la Nation à l'occasion de la célébration des 48 ans de l'indépendance de la République démocratique du Congo.

⁵ Cf. « Levons nous et bâtissons ! » (Ne 2,18). « Pour un Congo nouveau ». Déclaration du Comité permanent des Evêques de la République Démocratique du Congo aux fidèles catholiques et aux hommes de bonne volonté, Ed. du Secrétariat Général de la CENCO, 2006.

⁶ Cf. « Changeons nos cœurs » op.cit., n° 11.

⁷ Cf. Communiqué de Presse du Vatican

⁸ Cf. « Changeons nos cœurs », op. cit. n° 10 § 2

⁹ Cf. « A vin Nouveau, outres neuves » (Mc 2, 22). « Ne pas décevoir les attentes de la nation ». Message de la Conférence Episcopale Nationale du Congo aux fidèles catholiques et aux hommes de bonne volonté à l'occasion du 47e anniversaire de l'indépendance, Ed. du Secrétariat Général de la CENCO, n° 11, voir aussi « Avance en eau profonde » (Lc 5, 4) Le dans l'avenir du Congo. Déclaration de la CENCO à l'aube de la IIIe République 2004, n° 13 ; Changeons nos cœurs, op. cit n° 9

¹⁰ Message des Evêques membres de l'Assemblée épiscopale de Lubumbashi, 2007

¹¹ Message de Sa Sainteté le Pape BENOIT XVI au sommet de la FAO à Rome. Mardi 3 juin 2008

¹² Ibidem.

¹³ Benoît XVI, Encyclique Spe Salvi, n° 2.

¹⁴ Jean Paul II, Exhortation apostolique post synodale, Ecclesia in Africa, n° 14.